Calais et la politique du gouvernement français : S'opposer à la politique du bulldozer

dimanche 28 février 2016, par POJOLAT Alain (Date de rédaction antérieure : 25 février 2016).

« L'État n'a jamais déployé autant d'efforts humanitaires pour améliorer la situation à Calais » (sic !)... Bernard Cazeneuve, embourbé dans le « dossier Calais », multiplie les déclarations les plus contradictoires.

Ainsi, il y a quelques jours, en présence du nouveau président de région Xavier Bertrand, de la maire de Calais, et de la préfète du Nord-Pas-de-Calais, il affirmait régler le démantèlement des deux tiers du bidonville avant mars, assurant une « totale fermeté » de l'État pour y parvenir.

Calais : la carotte (pourrie) et le bâton

Après avoir délogé plusieurs centaines de migrantEs, démoli leurs habitations et instauré une « zone de sécurité de cent mètres » séparant « la jungle » de la rocade, les autorités pensaient pouvoir s'attaquer dès ce mercredi 24 février à la deuxième phase de leur plan de destruction. C'était mal évaluer la volonté irrépressible des migrantEs à vouloir rester à Calais jusqu'à l'ouverture de la frontière avec l'Angleterre. Et ce n'est pas la promesse de les disperser dans 98 « centres d'accueil et d'orientation » sur tout le territoire français qui saurait les faire changer d'avis.

Face au démantèlement programmé et à la détermination des migrantEs, le tribunal administratif, saisi par des associations et les migrantEs eux-mêmes, a décidé ce mardi 23 février de remettre à 48 heures l'audience prévue, la présidente du tribunal se déplaçant elle-même ce mardi 23 février pour rencontrer les habitantEs de la « jungle ».

En quelques jours, les initiatives de solidarité se sont multipliées : ainsi, une lettre ouverte à Bernard Cazeneuve intitulée « Les bulldozers ne font pas une politique » signée par huit associations et de nombreuses personnalités qui s'engagent à venir à Calais dans les prochains jours, exige du ministre de l'Intérieur l'annulation de l'arrêté d'expulsion, la réouverture des discussions concernant le règlement Dublin 3 et les accords du Touquet, et sur cette base un positionnement de la politique d'accueil des migrantEs par la France [1].

Le gouvernement français, fer de lance de l'Europe anti-migrantEs

Le sommet européen qui s'est tenu à Bruxelles vendredi 18 février devait traiter de deux sujets : la menace d'une sortie de l'Europe du Royaume-Uni (« Brexit ») et la question des migrantEs. Le second sujet a été remis au mois de mars.
Cet ajournement illustre avant tout les divergences de fond qui persistent entre la France et l'Allemagne sur la « sécurisation des frontières » et les quotas d'accueil des réfugiéEs. Là où Manuel Valls parle de « ne pas pouvoir accueillir plus de réfugiéEs » alors que la France n'en recense pas plus de 30 000, Angela Merkel rétorque qu'« Il y avait aussi une vie avant la réunification allemande. à ce moment-là, les frontières étaient bien protégée ! », alors que l'Allemagne compte plus de 1,1

million de réfugiéEs...

Les migrantEs ne peuvent plus attendre, nous non plus !

L'incapacité de l'Europe à résoudre tant humanitairement que politiquement la crise des réfugiéEs, les morts en Méditerranée, le développement de camps de concentration sur le territoire européen, le développement des nationalismes et la prolifération des groupes racistes et xénophobes, sont des questions prioritaires pour les anticapitalistes. Ne pas être à la hauteur des enjeux, en attendant l'arme au pied les prochaines dates de leur agenda mortifère, serait renier nos engagements.
Plus que jamais, nous devons être au côté des migrantEs en lutte, à Calais, à Paris, ou ailleurs... Un grand rendez-vous est posé le samedi 19 mars, journée internationale de lutte contre le racisme et le fascisme : des manifestations se tiendront ce jour-là dans toute l'Europe... Dés aujourd'hui, nous devons nous atteler à sa préparation.

Alain Pojolat

P.-S.

* « MigrantEs : S'opposer à la politique du bulldozer ». Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 325 (25/02/2016) :
https://npa2009.org/actualite/antiracisme/migrantes-sopposer-la-politique-du-bulldozer

Notes

[1] Voir notamment, sur ESSF, les déclarations suivantes (article 37240), Dans une lettre ouverte, huit associations interpellent Bernard Cazeneuve sur la situation à Calais et démantèlement de la jungle et (article 37242), Calais : Les bulldozers ne font pas une politique ! – « Détruire tout ce qui, dans la précarité et avec les moyens du bord, a été construit au fil des mois ».